



Pays : Madagascar
Document de projet

Titre du projet	Promotion de la culture et de la défense des droits humains à l'école
Effet UNDAF :	La population, en particulier les groupes les plus pauvres et vulnérables, jouit de tous les droits sociaux, économiques, civils, politiques grâce à une gouvernance participative et solidaire
Effets programme de pays:	Les droits fondamentaux des populations sont mieux connus, appliqués et exercés
Produits attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Des formateurs-sensibilisateurs sont formés en éducation aux droits humains et au civisme - L'Education civique est enseignée dans les établissements scolaires, centres d'enseignement et de formation - Des supports de formation sont développés - Des actions de sensibilisation sont effectuées au niveau des établissements et centres d'enseignement / formation
Partenaire de mise en œuvre :	PNUD
Parties responsables :	Office de l'Education de Masse et du Civisme OEMC PNUD Consultants

Brève description du projet

Le présent projet se propose de promouvoir la culture et la défense des Droits de l'Homme au sein des établissements scolaires, des centres de formation pédagogique publics et privés par le biais de l'introduction de l'éducation aux droits humains et au civisme dans le curricula de l'enseignement primaire et secondaire, la production des manuels pédagogiques afférents, la formation des enseignants et des formateurs – sensibilisateurs. Des campagnes de sensibilisation massive seront aussi programmées pour pallier le déficit éducatif enregistré pendant une très longue période de l'histoire de Madagascar, aux fins de donner aux enfants, aux jeunes, ainsi qu'aux parents, la culture des Droits de l'Homme pour préparer et former les futurs citoyens avertis, engagés et responsables du devenir de la nation.

Handwritten signature and initials in blue ink.

Période du Programme:	<u>2008-2011</u>
Domaine de résultat-clé (Plan stratégique):	Promotion de la gouvernance démocratique
Numéro d'allocation Atlas :	<u>00059664</u>
Date de début du projet :	<u>02/02/2009</u>
Date de fin du projet	<u>31/12/2010</u>
Date de la réunion du CLAPP	_____
Management Arrangements	<u>DIM</u>

Budget du PTA 2010 :	<u>292 680</u>
Total ressources requises	<u>292 680</u>
Total ressources allouées :	<u>292 680</u>
• Régulières	_____
• Autres :	_____
o UNDEF	<u>292 680</u>
o Bailleur	_____
o Bailleur	_____
o Gouvernement	_____
Budget non financé :	_____
Contributions en nature	_____

Accord du PNUD



Christopher Peter Metcalf

12 AOUT 2010

Christopher Peter Metcalf
Resident Representative a.i.

Handwritten initials/signature in the bottom left corner.

I. ANALYSE DE SITUATION

Le système politique malgache, à travers les époques, a beaucoup influé sur le système éducatif malgache. Il n'est meilleur cadre que l'école pour former, pour préparer les élèves à devenir les citoyens de demain.

Et l'état des lieux de l'Instruction Civique à Madagascar durant trois républiques nous dresse un bilan objectivement négatif. En fait, elle était à dominante théorique, limitée à peu de thèmes et ne préparait nullement les élèves à devenir des hommes et des femmes responsables, de futurs citoyens et citoyennes.

De plus, l'évolution du système éducatif révèle en même temps que des acquis indéniables, des insuffisances quantitatives et qualitatives inadmissibles compte tenu des efforts déployés et des défis que le Pays se doit de relever pour assurer son développement et construire une société démocratique moderne. Le système éducatif en effet ne dispose pas encore des compétences et des outils pour promouvoir l'égalité, le développement durable, la participation des populations à la prise des décisions. Une mise en niveau se révèle donc nécessaire pour doter Madagascar de l'école de qualité dont elle a besoin et qu'elle mérite.

Une composante importante de cette mise à niveau est l'intégration des Droits humains dans les programmes scolaires, car ces droits ne sont pas toujours respectés dans les écoles et dans le milieu social des enfants : par exemple la disparité des opportunités en matière d'éducation (taux d'abandons scolaires plus élevé auprès de fillettes à cause des pratiques coutumières qui préfèrent (favorisent) le « garçon » à la fille ou le mariage précoce, inclusion/acceptation effective des enfants handicapés), le travail des enfants qui entrave(nt) leur éducation et engendre de taux de redoublement élevé...la violence domestiques...

En apprenant aux enfants leurs droits et ceux des autres, l'éducation aux droits est vecteur de valeurs universelles comme l'égalité, la non discrimination, le respect, la participation. Elle vise à faire évoluer les mentalités et les comportements des enfants, de ces éducateurs, des parents et de transmettre ce savoir à la société toute entière. Elle n'a pas un but en soi mais est un outil de transformation et un mécanisme de réparation contre les abus

L'intégration des Droits humains dans le système scolaire s'avère aussi nécessaire compte tenu des normes internationales relatives aux droits humains, ratifiées par le Pays, qui lui imposent l'obligation de dispenser un enseignement régulier sur les droits humains et de mettre en place un cadre d'apprentissage dans lequel ceux-ci sont respectés et reconnus.

Afin de remédier au déficit éducatif et de se conformer aux engagements internationaux, en 2004, le Ministère de l'Education Nationale s'est résolument tourné vers l'avenir et à activer un processus qui a porté à l'adoption de la nouvelle Loi d'Orientation en matière d'Enseignement, d'Education et de Formation à Madagascar. Ce texte législatif consacre la primauté de l'Education à la Citoyenneté et au Civisme, base de l'Education des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales pour mieux former, préparer les citoyens de demain

Toutefois des défis restent au niveau de l'application des mesures entreprises. En 7^{ème} et 8^{ème} par exemple, les droits de l'enfant font partie des thèmes à traiter par les enseignants pendant les cours d'éducation civique. Mais souvent, faute de manuels didactiques et de connaissances sur les droits humains, ces derniers ne savent pas comment aborder ce thème en classe. Et on ne les enseigne presque jamais.

II. STRATEGIE

Nous constatons que c'est à l'école qu'incombe la lourde et exaltante responsabilité de faire de l'enfant un homme ou une femme, un citoyen ou une citoyenne.

Mais quel homme ? Quelle femme ? Quel citoyen ? Quelle citoyenne ?

L'Education à la Citoyenneté et au Civisme, dans sa nature elle-même, doit renforcer la conscience citoyenne et civique. Et par essence, elle est un facteur décisif pour accélérer le processus du développement de l'éducation des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales.

Pour appuyer ces réformes, des supports didactiques et pédagogiques l'élaboration de manuels d'Education des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales à l'usage des enseignants et des élèves est une condition sine qua non afin de mieux

- ☞ promouvoir la démocratie et les Droits de l'Homme ;
- ☞ favoriser les initiatives de promotion de la démocratie et des Droits de l'Homme.

En effet, cette éducation vise fondamentalement à faire de l'élève malgache une valeur sûre sur laquelle repose l'avenir du Pays.

De ce fait, elle s'impose comme une nécessité absolue, rationnelle et coordonnée. Et la politique de l'éducation des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, devra désormais, pour sa pérennité, figurer dans les programmes scolaires de tous niveaux ainsi que dans les programmes de formation des Ecoles Normales et des Centres de Formation Pédagogique.

Au vu de ces constats et de ces besoins, Le présent projet propose de promouvoir et de défendre les Droits de l'Homme au sein des établissements scolaires, des centres de réinsertion sociale, des centres de formation pédagogique publics et privés :

- Intégration de la promotion et de la défense des Droits de l'Homme, des enfants et des femmes dans les curricula scolaires, curricula de formation des élèves-maîtres et professeurs des Centres de formation pédagogique publics et privés.
- Elaboration des méthodes pédagogiques et production de supports didactiques sur les droits humains ainsi que des outils de communication pour le changement de comportement
- Intégration de la promotion et de la défense des Droits de l'Homme, des enfants et des femmes dans les activités des clubs déjà existants au niveau des établissements scolaires
- Campagne de sensibilisation sur la promotion et la défense des Droits Humains auprès des établissements scolaires, des centres de réinsertion sociale et des centres de formation pédagogique publics et privés.

En conséquence, les droits doivent s'acquérir à la fois par la transmission du contenu des manuels scolaires et par la formation des enseignants et devraient être respectés à tous les niveaux du système scolaires et de l'environnement de l'enfant.

Les besoins des groupes marginalisés ou vulnérables (personnes vivant avec handicap, fillettes, enfants défavorisés..) seront pris en compte dans la mise en œuvre du présent projet. Les enquêtes pour tester l'enseignement des Droits humains menées auprès des établissements scolaires prendront en compte toute dimension de la discrimination et du traitement du problème par les enseignants. Aussi, tous les supports didactiques et pédagogiques porteront les enseignants ainsi que les élèves à apprécier la diversité, à distinguer et combattre les préjugés.

III. CADRE DES RESULTATS ET RESSOURCES

<p><u>RESULTATS ATTENDUS :</u></p> <p>ELEVES, ENSEIGNANTS, PERSONNELS ADMINISTRATIFS, PARENTS D'ELEVES, COMMUNAUTES EDUCATIVES, OSC CONNAISSANT LES DROITS HUMAINS, AGISSANT DANS LE SENS DU RESPECT, DE LA PROMOTION ET DE LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME, ET PARTICIPANT DAVANTAGE A LA VIE DE LA SOCIETE ET DE LA NATION.</p>
<p><u>INDICATEURS DES RESULTATS :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- % du contenu et des objectifs des programmes d'enseignement axés sur les Droits humains ;- Nombre des formateurs – sensibilisateurs au sein des établissements scolaires, des centres de réinsertion sociale et des centres de formation pédagogique publics et privé, formés en matière de promotion et de protection des droits humains et du civisme- Nombre d'OSC et acteurs œuvrant dans la sensibilisation et la mobilisation en vue de la promotion de la défense des Droits Humains;- Nombre des enseignants formés sur l'enseignement aux Droits humains et au civisme;- Nombre de supports et outils d'enseignement, d'apprentissage par niveau d'enseignement produits- % Etablissements d'enseignements ayant l'éducation civique dans leur programme scolaire- Nombre de supports et outils de communication axés sur les Droits Humains et le civisme élaborés ;- Nombre des élèves informés et sensibilisés sur leurs droits dans le cadre des cours d'éducation civique ;- Nombre des parents connaissant leurs droits et participant au respect de ces droits ;
<p><u>Ligne de service du Plan stratégique :</u></p> <p>Gouvernance démocratique</p>
<p><u>Stratégie de partenariat :</u></p> <p>Les droits doivent s'acquérir à la fois par la transmission du contenu des manuels scolaires et par la formation des enseignants et devraient être respectés à tous les niveaux du système scolaire et de l'environnement de l'enfant. Pour appuyer les réformes en cours, des supports didactiques et pédagogiques par l'élaboration de manuels d'Education des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales à l'usage des enseignants et des élèves est une condition sine qua non afin de (1) mieux promouvoir la démocratie et les Droits de l'Homme et (2) favoriser les initiatives de promotion de la démocratie et des Droits de l'Homme.</p> <p>Les besoins des groupes marginalisés ou vulnérables (personnes vivant avec handicap, fillettes, enfants défavorisés...) seront pris en compte dans la mise en œuvre du présent projet. Aussi, tous les supports didactiques et pédagogiques porteront les enseignants ainsi que les élèves à apprécier la diversité, à distinguer et combattre les préjugés.</p>
<p><u>Project title and ID (ATLAS Award ID):</u> 00047389 – PROMOTION DE L'EDUCATION CIVIQUE A L'ECOLE</p>

PRODUIS ATTENDUS	ACTIVITES CLES	2009	2010	PARTIES(S) RESPONSABLES	INPUTS
COMPOSANTE 1 : Les capacités des formateurs-sensibilisateurs en Droits humains et civisme sont renforcées Baseline : à déterminer Indicateurs: - Nombre des formateurs – sensibilisateurs, formés -Nombre des enseignants formés sur l'enseignement aux Droits humains -Nombre d'OSC formés	1.1 Effectuer une étude nationale de la situation actuelle de l'éducation au respect des droits humains et du civisme dans les écoles primaires et secondaires Elaborer les stratégies de recherche Collecter les informations au niveau des CDI Faire la synthèse des informations Produire les documents utiles Concevoir et élaborer les stratégies d'enquête et des questionnaires Former les enquêteurs Effectuer les enquêtes (Mise en oeuvre) Exploiter les résultats Produire le bilan sur la situation en ce qui concerne l'éducation aux DH Produire les documents des résultats d'enquête	X X X X X X X X X	X X X X X X X X X	Consultant Suivi par OEMC	Cabinet de consultant: 18.000 Audiovis&print : 500 Locations : 500 Divers : 450
	1.2 Organiser un atelier national de diagnostic sur la problématique du civisme au sein de la Société malgache Elaborer et produire les documents de base Tenir l'Atelier Produire le document de diagnostic et la stratégie d'intervention	X	X X X	Consultant Suivi par OEMC	Consultant indiv 1150 Audiovis&print: 500 Hospitality /Catering: 8,000 Divers: 350
	1.3 Former des formateurs et sensibilisateurs pour l'Education nationale Elaborer les documents de formation Organiser un atelier de formation au niveau central Organiser des ateliers de formation dans 22 régions Organiser des séances de formation au niveau des 27 centres pédagogiques	X	X X X X	OEMC	Consultant national : 1.200 Locations diverses: 6.000 Frais de déplacement : 6.000

PRODUIS ATTENDUS	ACTIVITES CLES	2009	2010	PARTIES(S) RESPONSABLES	INPUTS
	<p>1.4 Former les acteurs du domaine des Droits humains et du civisme</p> <p>Organiser des séances de formation des clubs et associations des élèves dans les 111 CISCO</p> <p>Organiser des séances de formation à l'endroit des OSC intervenant dans le domaine du civisme</p>		X X	OEMC	Hospitality /Catering 16,000 Divers 263
<p>COMPOSANTE 2 : Des outils pédagogiques et outils de communication au respect des Droits humains et du civisme sont élaborés et produits</p> <p>Baseline : 0</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'établissements ayant inséré l'éducation aux droits et au civisme dans leur programme - Nombre de supports et outils d'enseignement, d'apprentissage et de communication axés sur les Droits Humains élaborés par niveau : <p>1/ Education fondamentale</p>	<p>2.1 Proposer les thèmes sur les Droits humains à insérer dans les programmes scolaires d'ECC et au curriculum des centres de formation pédagogiques</p> <p>Organiser un Atelier de conception et d'élaboration des contenus sur les DH à insérer dans les programmes scolaires ministériels</p> <p>Organiser un Atelier de validation national</p> <p>Faire le suivi de l'intégration des thèmes dans les programmes scolaires</p> <p>2.2 Produire des supports pédagogiques et didactiques pour les différents niveaux scolaires: (éducation fondamentale, Lycée et enseignement technique, Enseignants et encadreurs)</p> <p>Concevoir et élaborer les contenus</p> <p>Illustrer les manuels</p> <p>Valider les différents produits</p> <p>Fabriquer les maquettes</p> <p>Produire les manuels et guides</p> <p>Dispatcher les manuels et guides aux établissements scolaires</p>	X	X X	OEMC Consultant	<p>Locations salles : 2.000 US\$</p> <p>Fournitures : 500US\$</p> <p>Divers</p> <p>Production de documents : 63.000 US\$</p> <p>Locations salles : 3.000 US\$</p> <p>Location matériels : 500 US\$</p> <p>Frais d'envoi : 5.000 US\$</p>

PRODUIS ATTENDUS	ACTIVITES CLES	2009	2010	PARTIES(S) RESPONSABLES	INPUTS
2/ Lycée 3/ Etablissements d'enseignement technique 4/ Enseignants - éducateurs	<p>2.3 Concevoir et produire les Outils de communication pour le grand public Organiser un Atelier de conception et élaboration de messages Mettre en mots les messages dans différents dialectes Organiser un Atelier de conception des outils de communication destinés au grand public Réaliser les maquettes différents outils selon les types choisis Pré-tester les outils avec les échantillons des cibles Validation les outils en atelier Produire et multiplier les outils Distribuer les outils aux destinataires</p> <p>2.3 Elaborer un ouvrage qui traduit en langage simple et courant les dispositions des textes internationaux des Droits Humains Traduire en langage simple et courant les dispositions des textes internationaux et régionaux des Droits humains Valider le produit l'ouvrage Consigner les textes traduits dans un ouvrage destiné au public</p>	X X X	X X X X	OEMC Consultant	Consultant national : 1.500 US\$ Locations salles et matériels: 4.000 US\$ Déplacements : 1.500 US\$ Production documents : 15.000 US\$ Frais d'envoi : 1.000 US\$
			X X X	Consultant OEMC	Consultant national : 3.600 US\$ Fournitures : 500 US\$

PRODUIS ATTENDUS	ACTIVITES CLES	2009	2010	PARTIES(S) RESPONSABLES	INPUTS
<p>COMPOSANTE 3 : Les établissements scolaires, centres de réinsertion sociale, centres de formation pédagogique publics et privés sont sensibilisés au respect des Droits humains et au civisme</p> <p>Baseline :</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre des parents connaissant leurs droits et participant au respect de ces droits ; - Nombre de responsables d'établissements scolaires et centres pédagogiques connaissant leurs droits et participant au respect de ces droits 	<p>3.1. Organiser une Campagne de sensibilisation et mobilisation pour la promotion et la défense des Droits Humains</p> <p>Organiser une campagne de mobilisation des enseignants, des chefs d'établissements scolaires, responsables de l'enseignement des Centres de réinsertion sociale autour de l'éducation aux DH pour combattre la manque d'intérêt qui pourrait entraver la mise en œuvre du projet.</p> <p>Tenir des séances d'éducation des Parents d'élèves</p> <p>3.2 Organiser des Journées pour les manifestations socioculturelles sur les DH</p> <p>3.3 Organiser une campagne de médiatisation permanente</p> <ul style="list-style-type: none"> o Conférences de presse o Emissions radio o Emissions télévisées o Rédaction et Publication des articles dans les Journaux o Diffusion des outils sous les ondes des différentes stations médiatiques <p>3.4 Organiser un concours de dessin, de poème, d'essai (écoliers, collèges)</p> <p>Consigner les œuvres lauréates du concours dans un support diffusable</p> <p>4.1 Mettre en place et opérationnaliser un dispositif de suivi et évaluation</p> <p>Instaurer une base de données pour le suivi et l'évaluation</p> <p>Mettre en place d'un cadre de concertation périodique</p>	X	X	OEMC	<p>Hospitality/catering : 13.500 Services professionnels 7,100 Divers 1,000</p> <p>Services professionnels : 8.000 US\$</p> <p>Achat lots pour les concours : 9.000 US\$</p>
<p>COMPOSANTE 4 : Le projet est suivi et évalué de façon efficace</p> <p>Baseline : 0</p>			X	OEMC PNUD	<p>Fournitures : 500 US\$ Locations : 500 US\$</p>

PRODUIS ATTENDUS	ACTIVITES CLES	2009	2010	PARTIES(S) RESPONSABLES	INPUTS
Indicateurs : - Taux de réalisation des activités	4.2 Elaborer et mettre en œuvre le Plan de suivi et d'évaluation Effectuer des descentes de suivi Tenir des ateliers périodiques d'évaluation, de capitalisation et bilan Produire des documents de capitalisation du projet	X X X	X X X	OEMC PNUD	Déplacements : 8.500 US\$ Fournitures : 1.500 US\$ Location salles: 3.500 US\$ Production documents : 2.000 US\$
COMPOSANTE 5 : Le projet est géré de manière efficace Baseline : 0 Indicateurs : - Taux d'exécution financière du projet - Nombre de CISCO équipées - Pourcentage de la population touchée par les actions de sensibilisation	5.1 Opérationnaliser l'équipe de gestion du projet Recruter et payer le personnel de gestion du projet Un gestionnaire de projet Un Assistant administratif et financier Assurer les charges liées à l'équipe de gestion : loyer, communication Doter l'équipe de gestion en fournitures et équipements Charges de Gestion du Projet 5.2 Equiper les Institutions bénéficiaires Doter de bicyclettes les 111 CISCO bénéficiaires du projet Provisions	X X X X X	X X X X X	PNUD OEMC	Consultants nationaux : 15.000 US\$ Fournitures : 2.000 US\$ Charges: 3,200 Equipements : 2.000 US\$ GMS : 17.000 US\$ Equipements : 45,324 US\$ Provisions : 100 US\$

EXPECTED OUTPUTS	ACTIVITES	Timeframe				RESP. PARTY	Funding Source	Budget Description	compte	Amount USD
		Q1	Q2	Q3	Q4					
	1.3. Former des formateurs-sensibilisateurs pour l'éducation nationale <i>Spa Act 13</i>	X	X			OEMC	Frais de photocopie	74 200	1 000,00	
	1.3.1 Elaborer les documents de formation						Frais organisation reunion	73 100	3 310,00	
	1.3.2 Réaliser la formation de formateurs-sensibilisateurs au niveau central						Voyages	71 600	4 827,00	
	1.3.3 Réaliser la formation de formateurs-sensibilisateurs au niveau régional (10 régions)		X			OEMC	Fournitures	72 500	150,00	
	(4/9 bassins de formation: suivis assurés par les DNP: Toiara, Taolagnaro, Morondava, Antsiranana)						Frais organisation reunion	73 100	334,00	
	1.3.4 Réaliser la formation au niveau des Centres de Formations Pédagogiques (16 centres)		X				Voyages	71 600	14 178,00	
	1.3.5 Suivi des opérations		X				Fournitures	72 500	1 900,00	
							Fournitures	71 600	3 505,00	
			X				Carburant	73 400	1 120,00	
			X				Voyages	71 600	5 793,00	
			X				Fournitures	72 500	150,00	
			X				Frais divers	74 500	500,00	
							TOTAL		36 767,00	
	1.4. Former des acteurs du domaine des DH et du civisme (activité à combiner avec Act 1.4, Act 3.1, Act 3.2) <i>Spa Act 14</i>	X					Frais de photocopie	74 200	100,00	
	1.4.1 Identifier les clubs et les associations d'élèves et les OSC (114 ciscos)		X			OEMC	Voyages	71 600	0,00	
	1.4.2 Former les clubs et association d'élèves dans 16 sites		X				Frais d'organisation reunion	73 100	0,00	
	1.4.3 Suivi des opérations		X				Divers	74 500	500,00	
							TOTAL		600,00	

EXPECTED OUTPUTS	ACTIVITES	Timeframe				RESP. PARTY	Funding Source	Budget Description	compte	Amount USD	
		Q1	Q2	Q3	Q4						
<p>Output 2 L'outil pédagogique et l'outil de communication sur les DH et le Civisme sont produits.</p> <p>Related CP outcome: L'effectivité de l'enseignement du nouveau programme à tout le cycle secondaire public, général et technique est acquise.</p> <p>Indicators: - nombre de supports et outils d'enseignement, d'apprentissage et de communication axés sur les DH et du Civisme.</p> <p>- nombre d'établissement à programme intégrant les DH et le Civisme.</p> <p>Baseline 2009: 20%</p> <p>Targets: 80 %</p>	<p>2.1. Proposer les thèmes sur les DH à insérer dans les programmes scolaires d'ECC</p> <p>2.1.1 Tenir 2 ateliers d'élaboration du contenu des curricula</p> <p>2.1.2 Réaliser l'atelier de validation des programmes</p> <p>2.1.3 Prétester les programmes et guides</p> <p>2.1.4 Former les enseignants sur les Programmes d'ECC</p> <p>2.1.5 Produire les rapports de formation</p>	X				OEMC		Voyages	71600	8 651,00	
							OEMC		Frais organisation réunion	73100	840,00
							OEMC		Fourniture	72500	200,00
							OEMC		Voyages	71600	88,00
						UNDEF			Frais organisation réunion	73100	550,00
							OEMC		Fourniture	72500	100,00
			X				OEMC		Voyages	71600	50,00
			X	X	X		OEMC		Fourniture	72500	200,00
							OEMC		Frais organisation réunion	73100	86,00
									Fourniture	72500	150,00
									Voyages	71600	4 682,00
					X	X	PNUD		Photocopie	74200	300,00
									Divers	74500	100,00
									TOTAL		15 997,00
	<p>2.2. Produire les supports pédagogiques et didactiques pour chaque niveau et catégorie d'acteurs</p> <p>2.2.1 Recruter le consultant</p> <p>2.2.2 Elaborer les thèmes</p> <p>2.2.3 Elaborer les manuels didactiques, les guides pédagogiques et les illustrations</p> <p>2.2.4 Valider les contenus et des illustrations</p> <p>2.2.5 Produire les manuels et guides</p> <p>2.2.6 Distribuer les manuels et guides</p>		X				PNUD		Frais de publication	72500	250,00
			X			OEMC		Contrats avec les firmes	72100	6 000,00	
			X			Consultant					
							UNDEF		Frais organisation réunion	73100	480,00
							OEMC		Voyages	71600	75,00
									Fournitures	72500	200,00
			X	X	X		PNUD		Frais de production	74200	7 000,00
					X	X	PNUD		Frais divers	74500	500,00
									TOTAL		14 505,00

EXPECTED OUTPUTS	ACTIVITES	Timeframe				RESP. PARTY	Funding Source	Budget Description	compte	Amount USD
		Q1	Q2	Q3	Q4					
	2.3. Produire les outils de communication pour le grand public <i>82 Oct 23</i>	X				Consultant				
	2.3.1 Elaborer les messages dans les parlars régionaux		X			OEMC	Fournitures	72500	200,00	
	2.3.2 Effectuer un Présting des outils de communication		X			PNUD	Voyages	71600	50,00	
	2.3.3 Regrouper les participants		X			OEMC	Voyages	71600	75,00	
	2.3.4 Valider les messages et les outils de communication			X		PNUD	Frais organisation réunion	73100	480,00	
	2.3.5 Produire et multiplier les outils de communication		X			OEMC	Frais de production	74200	10 000,00	
	2.3.6 Diffuser les outils auprès des destinataires						Frais divers	74500	450,00	
							TOTAL		11 255,00	
	2.4. Traduire en langage simple et courant les dispositions des textes internationaux sur les DH <i>22 Oct 26</i>									
	2.4.1 Recruter le consultant traducteur	X				PNUD	Frais de publication	72500	250,00	
	2.4.2 Regrouper les participants		X			PNUD	Contrat avec les firmes	72100	6 000,00	
	2.4.3 Tenir l'atelier de validation des textes traduits		X			OEMC	Voyages	71600	75,00	
	2.4.4 Recruter le consultant pour confectionner la maquette des textes traduits		X			PNUD	Frais organisation réunion	73100	480,00	
	2.4.5 Produire et multiplier les documents		X			PNUD	Fournitures	72500	100,00	
	2.4.6 Diffuser les outils				X	OEMC	Frais de production	74200	3 000,00	
							Frais divers	74500	200,00	
							TOTAL		10 105,00	

EXPECTED OUTPUTS	ACTIVITES	Timeframe				RESP. PARTY	Funding Source	Budget Description	compte	Amount USD	
		Q1	Q2	Q3	Q4						
<p>Output 3 La sensibilisation au respect des DH et au Civisme est réalisée dans les établissements scolaires, centres de formation pédagogiques publics et privés, centre de réinsertion sociale.</p> <p>Related CP outcome: La campagne de sensibilisation effectuée a permis aux cibles d'acquies les connaissances indispensables aux DH et de Civisme.</p> <p>Indicators: - Nombre de responsables de la communauté éducative par catégories (parents, enseignants, personnel administratif).</p> <p>Baseline: 20 %</p> <p>Targets: 80 %</p>	<p>3.1. Réaliser une campagne de sensibilisation et mobilisation pour la promotion et la défense des Droits Humains dans les écoles primaires et secondaires (agents OEMC/BEMC/DREMC/OSC)</p> <p><i>SP3 act 31</i></p> <p>3.1.1 Elaborer le Kit de sensibilisation</p> <p>3.1.2 Mobiliser les parents d'élèves, les enseignants, les formateurs, les chefs d'établissement sur l'éducation aux DH et civisme, et réaliser l'éducation des parents</p> <p>3.1.3 Mobiliser le grand public sur les DH et le civisme</p>		X			OEMC				1 500,00	
			X	X		OEMC	UNDEF			16 600,00	
			X	X		OEMC				250,00	
										5 000,00	
										23 350,00	
		<p>3.2. Organiser des manifestations socioculturelles sur les Droits Humains et le Civisme</p> <p><i>SP3 act 32</i></p> <p>3.2.1 Produire les kits de manifestations</p> <p>3.2.2 Organiser les Journées de manifestations socioculturelles dans les 16 sites</p> <p><i>(6/10 sites d'intervention: suivis assurés par les DNP: Mahajanga, Toamasina, Fianarantsoa, Ihoay, Toliara, Taolagnaro)</i></p> <p>3.2.3 Réaliser la formation des OSC sur les DH et le Civisme</p>		X	X		OEMC OEMC				6 000,00
				X							1 802,00
											4 700,00
											2 050,00
				X	X		OEMC	UNDEF			1 200,00
										7 198,00	
										12 225,00	
										1 300,00	
										0,00	
						PNUD				3 500,00	
						PNUD				800,00	
										40 775,00	

EXPECTED OUTPUTS	ACTIVITES	Timeframe				RESP. PARTY	Funding Source	Budget Description	compte	Amount USD
		Q1	Q2	Q3	Q4					
							Frais d'organisation réunion	73100	480,00	
							Fourniture	72500	100,00	
							TOTAL		8 210,00	
	4.2. Mettre en place un cadre de concertation périodique <i>Spn Actus</i>									
	4.2.1 Identifier les niveaux de concertation	X								
	4.2.2 Identifier les participants au cadre de concertation	X								
	4.2.3 Planifier la concertation périodique	X				OEMC				
	4.2.4 Organiser les réunions de concertation		X	X	X		Frais d'organisation réunion	73100	345,00	
							Fourniture	72500	90,00	
							Divers	74500	150,00	
							TOTAL		585,00	
	4.3. Suivre et évaluer le projet <i>Spn Actus</i>									
	4.3.1 Concevoir et valider les fiches de suivi		X			PNUD/OEMC				
	4.3.2 Réaliser les descentes sur terrains		X	X	X	PNUD/OEMC	Voyages	71600	2 850,00	
	4.3.3 Produire et diffuser les rapports de suivi de terrain		X	X	X	PNUD/OEMC	Carburant	73400	0,00	
							Frais de photocopie	74200	250,00	
							TOTAL		3 100,00	
	4.4. Réaliser un atelier national de capitalisation et de bilan <i>Spn Actus</i>									
	4.4.1 Regrouper les participants			X	X	PNUD	Voyages	71600	3 600,00	
	4.4.2 Tenir l'atelier			X	X	OEMC	Frais organisation réunion	73100	1 150,00	
							Fournitures	72500	150,00	
							Divers	74500	400,00	
							TOTAL		5 300,00	

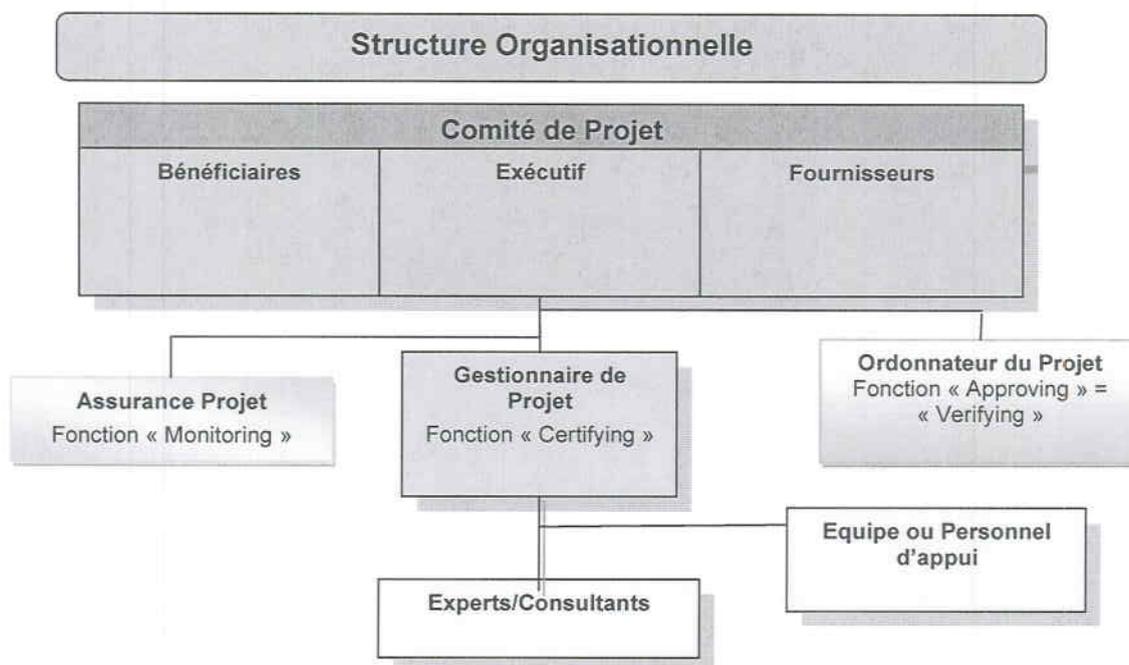
Handwritten signature and initials

EXPECTED OUTPUTS	ACTIVITES	Timeframe				RESP. PARTY	Funding Source	Budget Description	compte	Amount USD
		Q1	Q2	Q3	Q4					
<p>Output 5: La gestion du projet est effectuée de manière efficace.</p> <p>Related CP outcome: Les grands axes de résultat du projet sont réalisés à 80 %.</p> <p>Indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le taux d'exécution financière du projet. - le nombre de DREMC équipés. - % de la population ciblée par les actions de sensibilisation. <p>Baseline: 0 Targets: 80 %</p>	<p>4.5. Produire les documents de capitalisation et les rapports <i>gn acths</i></p> <p>4.5.2 Produire les documents de rapports</p> <p>4.5.3 Evaluation finale du projet</p>		X	X	X	PNUD/OEMC	UNDEF	Frais de Production Consultants TOTAL	74200 71400 7 500,00	500,00 7 000,00 7 500,00
	<p>5.1 Mettre en place l'Equipe de gestion de projet</p> <p>5.1.1 Payer le personnel de gestion du projet</p> <p>5.1.2 Effectuer les provisions pour les charges administratives et locatives</p> <p>5.1.3 Acheter les équipements et fournitures</p> <p><i>SP 5 oct 51</i></p>		X	X	X	PNUD PNUD PNUD	UNDEF	Personnel local Frais d'audit Fournitures Frais de communication Consommables informatiques Frais de gestion Divers TOTAL	71400 74100 72500 72400 72800 75100 74500 42 236,00	12 800,00 8 000,00 1 000,00 5 900,00 400,00 13 636,00 500,00 42 236,00
	<p>5.2. Doter en équipement et fournitures l'OEMC et ses structures déconcentrées <i>SP 5 oct 52</i></p> <p>5.2.1 Lancer l'appel d'offres</p> <p>5.2.2 Procéder aux achats des fournitures OEMC/DREMC</p> <p>5.2.3 Procéder aux achats d'équipements des OEMC/DREMC</p> <p>Matériels informatiques</p> <p>Mobiliers de bureau (tableau mou et blanc, flipchart)</p> <p>Matériels de communications (caméra, vidéoprojecteur, minidisc, dictaphone MP4, lecteur DVX, groupe électrogène, photocopieuse multifonction laser A3-A4, appareil photo numérique professionnel)</p> <p>Matériels roulants (35 mobylettes, 75 bicyclettes, pneumatiques pour mobylette et pour bicyclette, carburant)</p> <p>5.2.3 Effectuer la dotation des DREMC/OEMC</p>			X	X	PNUD PNUD PNUD PNUD PNUD PNUD PNUD PNUD PNUD PNUD	UNDEF	Frais Publication Fourniture Matériels informatiques Mobilier de bureau Matériels de communications Matériels roulants Divers TOTAL TOTAL GENERAL	72500 72500 72800 72200 72200 72200 74500 41 918,00 292 680,00	250,00 750,00 5 430,00 538,00 6 850,00 27 600,00 500,00 41 918,00 292 680,00

Christopher Peter Mettsalf
Christopher Peter Mettsalf
 Resident Representative a.i.

CP

V. ARRANGEMENTS DE GESTION



Rôles et responsabilités des parties impliquées dans la gestion du projet

5.1 Compte tenu du contexte socio-politique actuel, qui a conduit l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies à une adoption de « situation spéciale de développement », ¹ le projet sera mis en œuvre directement par le PNUD (DIM). Toutefois, dès que la situation sociopolitique le permet, le transfert de responsabilité de la mise en œuvre du projet vers une structure nationale reconnue est envisagé.

La réalisation des activités sera confiée à des structures de réalisation (ONG, Associations, Prestataires, etc.), dites parties responsables, qui rendront compte directement au PNUD, partenaire de mise en œuvre.

La planification, la coordination et le suivi sont assurés par une unité de coordination du projet, dirigée par un Gestionnaire de Projet, sous la supervision directe du PNUD.

5.2 Le Comité de Projet est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats.

Y sont représentés :

- Des représentants du Ministère en charge de l'Education,
- Un représentant de l'Agence gouvernementale de Coordination, en l'occurrence le ministère ou département en charge du Plan.
- Des représentants des parties responsables, principalement de l'Office de l'Education de Masse et du Civisme (OEMC)
- Des représentants des bénéficiaires (Directions Régionales de l'Education Nationale, Circonscriptions Scolaires (CISCO), Direction Nationale de l'Enseignement Privé, etc.)

¹ La note verbale concernant la SSD est en annexe.

Handwritten signature and initials in blue ink.

- Le PNUD, dont le Représentant résident adjoint chargé du Programme (DRR/P) en assure la co-présidence avec l'Office de l'Education de Masse et du Civisme auprès du Ministère en charge de l'Education Nationale.

Le Comité de projet :

- Définit les grandes orientations du projet
- Valide les plans de travail annuels et trimestriels du projet
- Valide les rapports trimestriels et annuels du projet
- Autorise les tolérances.

Pour plus de détails, consulter les termes de référence du Comité de Projet joints en annexe.

- 5.3 L'Assistant au Représentant résident (ARR/Gouvernance) est le Directeur du Projet. En tant que tel, il autorise les dépenses sur le budget du projet, dans les limites autorisées par l'ICF (Internal Control Framework) du PNUD, soit jusqu'à 30.000 US\$. Les dépenses supérieures à 30.000 US\$ sont autorisées par le Représentant résident adjoint du PNUD.

Le Directeur du Projet assure la mise en œuvre globale des activités et veille à la cohérence des actions du projet avec le descriptif du projet, et avec les politiques et orientations stratégiques du PNUD.

- 5.4 Le Gestionnaire de Projet est chargé de la gestion quotidienne du projet.

Appuyé par ses collaborateurs, il assure la réalisation effective et la coordination des activités, suivant la norme de qualité requise.

Le Gestionnaire du Projet est également responsable de la production à temps et suivant les normes de qualité requise des divers rapports (trimestriels, annuels, rapports de revue), ainsi que de l'organisation et de la réalisation des missions de suivi et de la production des rapports y afférents

Par délégation du Représentant résident du PNUD, le Gestionnaire de projet supervise les activités des opérations (administration et finances) relatives au projet.

- 5.5 Le Directeur et le Gestionnaire du projet assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé, et sont co-responsables de la qualité des résultats et impacts concrets du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures du PNUD.

- 5.6 Pour le compte du Comité de projet, le Chargé de Programme en charge de la Communication au PNUD assure le rôle d'« Assurance du projet ».

A ce titre, il assure le suivi (follow up) des résultats, enregistre régulièrement les progrès et l'évolution des performances du projet, effectue des visites de suivi, établit des contacts avec les bénéficiaires, suit les avancements et les productions/contenus des rapports en s'assurant du respect des délais, apprécie la pertinence des révisions budgétaires, et procède aux arrangements relatifs à l'organisation des audits et des évaluations. Par ailleurs, il s'assure que le projet est géré conformément aux dispositions du « POPP- Programme and Operations Policies and Procedures » du PNUD.

Le Chargé de Programme veille à ce que les différents journaux soient entrés et mis à jour dans ATLAS et que les informations relatives au projet soient produites et distribuées aux parties prenantes dans les délais. Il s'assurera également de la tenue des réunions statutaires et veille à ce que les rapports y afférents parviennent aux parties prenantes.

- 5.7 Le Représentant résident adjoint du PNUD en charge des Opérations, (DRR/O) veille à la stricte observance de toutes les procédures administratives et financières applicables du PNUD.

- 5.8 Les présents arrangements de gestion sont transitoires et sont liés au contexte socio-politique actuel à Madagascar, ayant conduit à la déclaration de « situation spéciale de développement (SSD) ». Ils seront revus ou confirmés à l'issue des trois premiers mois de la mise en œuvre des projets dans ce contexte de SSD. Des dispositions seront prises immédiatement pour la poursuite de la conduite des activités du projet, suivant la modalité de gestion qui sera adoptée (DIM ou NIM).

VI. CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

6.1 Au titre de contribution à l'évaluation d'un ou de plusieurs effets du Programme-Pays, une évaluation du projet peut être conduite, suivant la disponibilité des ressources durant le cycle de programmation.

6.2 L'audit du projet peut être externe (par le « UN Board of Auditors ») ou interne, organisé par le Bureau d'Audit et d'Investigation (Office of Audit and Investigation) du PNUD.

6.3 Conformément aux politiques de programmation et aux procédures mentionnées dans le « Programme and Operations Policies and Procedures », le suivi du projet sera effectué comme suit :

Dans le cadre du cycle annuel :

- Sur une base trimestrielle, une évaluation de qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats-clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de la gestion de la qualité.
- Un journal des problèmes sera généré et mis à jour régulièrement par le Gestionnaire de projet et activé dans ATLAS par le Chargé de programme, afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou les demandes de changement.
- Sur la base d'une analyse initiale des risques, un journal des risques sera également généré et activé dans Atlas et sera régulièrement mis à jour, en passant en revue les facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter le projet.
- Il en est de même pour la génération, la mise à jour et l'activation d'un plan de suivi dans Atlas, afin de suivre les actions et les événements liés à la gestion du projet, et pour le journal des leçons, afin d'assurer un apprentissage actif et l'adaptation de l'organisation, qui facilitera la préparation du rapport des leçons apprises à la fin du projet.
- Sur la base des informations ci-dessus et enregistrées dans Atlas, un rapport trimestriel d'avancement (RTA) du projet sera soumis.

Annuellement:

- **Rapport annuel de revue.** Un rapport annuel de revue doit être préparé par le Gestionnaire du Projet. Comme exigence minimale, le rapport annuel de revue devra consister à remplir le format standard du rapport trimestriel d'activités, couvrant toute l'année, avec des informations mises à jour sur chacun des éléments mentionnés ci-dessus.
- **La revue annuelle du projet.** Sur la base du rapport annuel, une revue annuelle du projet sera organisée durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'évaluer le progrès réalisé par le projet et pour valider le plan de travail pour l'année suivante. Durant la dernière année, cette revue sera la revue finale. Cette revue est conduite par le Comité de projet et doit impliquer d'autres parties prenantes, le cas échéant. Elle doit se focaliser sur la mesure dans laquelle des progrès sont réalisés par rapport aux produits retenus, lesquels restent alignés par rapport aux effets concernés.

VII. CADRE LEGAL

Ce document, avec le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, qui en fait par référence partie intégrante, constituent ensemble un Document de Projet tel que défini dans l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA) et toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

En accord avec l'article III de l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du partenaire de mise en œuvre, incombe au partenaire de mise en œuvre.

Le partenaire de mise en œuvre devra :

- a) Mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en prenant en considération la situation de la sécurité dans le pays de mise en œuvre du projet ;

- b) Assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du partenaire de mise en œuvre, et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et d'en proposer des modifications si nécessaire. Le fait de ne pas mettre en œuvre et de tenir un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considéré comme une violation de cet accord.

Le partenaire de mise on œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds reçus en vertu de ce Document de Projet ne soit utilisé pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas sur la liste tenue par le Comte du Conseil de Sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste est accessible au <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm> . Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou les sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de Projet.

